



# Les travailleuses et travailleurs agricoles salarié-e-s et la souveraineté alimentaire

Que dire si ce n'est que leur situation n'est pas enviable ! Elle tout simplement catastrophique, dans le monde entier et en Suisse, à l'instar de beaucoup de petits producteurs et petites productrices agricoles qui doivent quitter leurs terres pour vendre leur force de travail ! Dernier maillon de la chaîne de la production agricole, les travailleuses et travailleurs agricoles assument le rôle des petites mains indispensables, souvent sans pouvoir se défendre, mal représentées et peu considérées. Et leur apport à la production agricole est substantiel !

La Suisse, toute proportion gardée, pays riche et fier de sa prospérité, « championne autoproclamée du partenariat social », ne leur témoigne pas un meilleur sort : Exclu-e-s de la législation fédérale sur le travail, qui a pourtant été conquise de haute lutte à la fin du 19ème siècle, les salarié-e-s agricoles sont soumis-e-s au bon vouloir des gouvernements cantonaux avec des contrats-types de travail sommaires qui fixent les heures hebdomadaires et parfois un salaire minimum. Ceci dit, les écarts entre les différents contrats-types de travail sont honteux, Genève plafonne à 45 heures hebdomadaires et Glaris à 66h en été. Pour les salaires de même : un salaire minimum de CHF 3'420.- brut mensuel pour Vaud, et nettement en dessous et majoritairement uniquement recommandé pour tous les autres cantons ! Nous avons à maintes reprises interpellé les gouvernements cantonaux, le parlement et l'USP (Union Suisse des Paysans) à ce sujet, la réaction majoritaire : tout va bien, circulez, il n'y a aucun besoin d'y changer quoi que ce soit !

Les effets de la longue durée du travail sont trop bien connus : fatigue accumulée et accidents en sont le résultat. La pénibilité du travail et les bas salaires ne permettent pas d'atteindre la retraite dans de bonnes conditions. Près de la moitié de salarié-e-s agricoles en Suisse viennent de l'étranger (environ 15'000 personnes), il est donc facile d'exporter les effets néfastes sur la santé engendrés par le travail agricole.

La souveraineté alimentaire, objet d'une votation populaire en 2018, permettrait d'y remédier : cette initiative demande, entre autres, une harmonisation des conditions de travail dans l'agriculture en Suisse. L'initiative veut un changement radical du paradigme de la production agricole, des prix justes et une agriculture à taille humaine!

Nous appelons les consommatrices et consommateurs, syndicats, producteurs et autorités à une prise de conscience quant au traitement irresponsable et moyenâgeux qui est fait aux salarié-e-s agricoles, ceci doit passer par la revalorisation de leur statut et de leurs conditions de travail. Nous vous appelons à soutenir l'initiative pour la souveraineté alimentaire !

*En mars 2016 ont été déposées à Berne près de 109'000 signatures "Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous". L'Alliance pour la souveraineté alimentaire, avec plus de 70 organisations suisses et en lien avec le mouvement paysan international La Via Campesina, revendique une agriculture rémunératrice, socialement durable, régionale et respectueuse de l'environnement.*

Compte de soutien à la campagne de votation: Alliance pour la souveraineté alimentaire, Banque Alternative Suisse, IBAN CH58 0839 0034 6165 1000 6

